

villes, dans les villages. L'Europe a besoin de marchés libres et de peuples heureux, non de nouvelles géôles. L'unique sujet qui aurait pu obscurcir l'horizon et faire hésiter l'Europe sur le chemin des concessions aux races slaves a désormais disparu avec l'écroulement du tsarisme. La totale et définitive abolition de cet anachronique système de gouvernement, l'arrivée au pouvoir d'une forte mais pacifique démocratie sociale marquent la fin de toute politique d'intervention, d'expansion, des surenchères balkaniques et orientales. Cette démocratie ne permettra pas de nouveaux assujettissements de races slaves ; il y en a eu bien assez. En outre, à toutes les nations libérales et démocratiques elle garantira le libre passage des Détroits.¹

¹ La démocratie révolutionnaire russe — si les déclarations de ses chefs ont un caractère définitif — aurait renoncé à la possession de Constantinople, comme une première application logique du principe : paix sans annexion. Cette renonciation impliquerait, par conséquent, la reconnaissance d'un droit anational turc sur Constantinople et, par extension, la reconnaissance de l'inviolabilité et de l'intégrité de l'Empire Ottoman, réduit en Europe au vilayet d'Andrinople et à Constantinople, à la suite du traité de Londres de 1913. Autant ne plus reconnaître ce traité et déclarer illégale l'annexion de la Macédoine, de la Vieille Serbie, de la Trace, territoires ci-devant incontestablement turcs au point de vue politique.

Mais si la renonciation à Constantinople peut convenir aux Russes, la solution de la question de Constanti-